



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2828
14 octobre 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Raffineries

Vive la lutte des travailleurs!



EPA-MAXPPP

Budget 2023
**Encore moins
pour ceux
qui n'ont rien**

Page 4

Grande-Bretagne
**Liz Truss,
l'apprentie sorcière
du capital**

Page 11

Énergie
**Pas de
restriction
pour les profits**

Page 5

Leur société

- Assurance chômage : le gouvernement à l'offensive 3
- RN : anti-chômeurs, antiouvrier 3
- Plan de sobriété énergétique : brasser du vent froid 3
- Retraites : la riposte viendra des travailleurs 4
- Budget 2023 : encore moins pour ceux qui n'ont rien 4
- Prix de l'énergie : les rois de la jungle 5
- Les TPE étranglées par les fournisseurs 5
- Ballons d'eau chaude : le début des restrictions ? 5
- Éducation nationale : de pire en pire 6
- Lycées professionnels : en grève le 18 octobre 6
- Écoles d'Angoulême : non aux repas froids ! 6
- Vertes paroles 6
- Armes françaises pour l'Ukraine : profits pour les marchands de canons 9
- Dassault : la guerre aide aux bonnes affaires 16

Meeting du 8 octobre

- Jean-Pierre Mercier : "Il faut un parti communiste révolutionnaire implanté dans la classe ouvrière" 7
- Nathalie Arthaud : "S'engager pour préparer la révolution" 8

Dans le monde

- Iran : la contestation s'approfondit 10
- Pétrole : comment faire monter les cours 10
- Grande-Bretagne : Liz Truss, apprentie sorcière du capital 11
- Hongrie : une direction de combat à l'œuvre 11

Dans les entreprises

- Raffineries : l'énergie de la grève 12
- Total - Gonfreville-L'Orcher 12
- ExxonMobil - Port-Jérôme 12
- Cenexi Hérouville-Saint-Clair 12
- Éboueurs de Saint-Brieuc 13
- PSA-Stellantis - Rennes 13
- LU - Cestas 13
- Dassault-Falcon - Le Bourget 14
- Flex-N-Gate - Marines 14
- Sabena - Cornebarrieu 14
- Renault Trucks 15
- Arkema - Pierre-Bénite 15
- Travailleurs sans papiers : leur lutte est celle de tous 16
- Safran - Corbeil 16

Agenda

- Fêtes régionales de Lutte ouvrière 3

Vive la lutte des travailleurs des raffineries !

Carrefour, Monoprix, Arkema, PSA Stellantis, sous-traitants de l'aéronautique ou de l'automobile..., les travailleurs qui contestent leurs salaires bloqués alors que les prix flambent sont nombreux. Et, comme tout le monde a pu le constater, la mobilisation touche désormais les raffineries.

Ces mouvements sont-ils les hirondelles qui annoncent le printemps ? Il faut le souhaiter, car la lutte collective est le seul moyen de préserver nos conditions d'existence face à la flambée des prix.

Dans les raffineries, le véritable bras de fer ne fait que commencer. Avec de plus en plus de stations-service à sec, l'impact de la grève grandit. Trouver de l'essence est devenu une véritable galère dans plusieurs départements. Des entreprises de transport n'ayant pas réussi à se réapprovisionner ont même été forcées de laisser bus ou camions au parking. Cette grève est donc devenue une affaire nationale et politique.

Jusqu'à-là, le gouvernement faisait semblant de rester neutre dans le conflit qui oppose les salariés et la direction de TotalEnergies et d'ExxonMobil. Pour ne pas se couper des millions de travailleurs qui subissent la chute de leur pouvoir d'achat, il reconnaissait même, à demi-mot, la légitimité des revendications salariales.

Ce week-end, il a pris fait et cause pour les pétroliers contre les travailleurs et a lancé une campagne de dénigrement, gentiment relayée par Laurent Berger, le patron de la CFDT. D'une même voix, ils ont dénoncé une « grève préventive » et une « grève inutile » de la part de salariés qui ne seraient pas les plus à plaindre !

Les actionnaires de TotalEnergies viennent de toucher un acompte de 2,6 milliards sur des dividendes exceptionnels, quand les salariés, eux, ont eu 3,5 % d'augmentation salariale, c'est-à-dire ont perdu du pouvoir d'achat. Et ils devraient attendre, bras croisés, que ces seigneurs pensent à eux ?

Les groupes pétroliers ne rackettent pas seulement les automobilistes, mais aussi leurs salariés. Si TotalEnergies a réalisé 18,8 milliards de bénéfices au premier semestre 2022, le groupe ExxonMobil les a engrangés en un trimestre. Que ces salariés contestent l'augmentation de 5,5 % des salaires, parce qu'elle reste inférieure à l'inflation officielle, est, là aussi, mille fois légitime.

Dans les raffineries, les salaires et les primes sont souvent plus élevés qu'ailleurs. Mais ce n'est pas une raison pour que ces travailleurs acceptent que les actionnaires, qui ne font rien de leurs dix doigts, leur fassent les poches !

C'est en montant les corporations les unes contre les autres que le gouvernement et le patronat cherchent à diviser les travailleurs pour faire reculer l'ensemble du monde du travail. Et il y a toujours des directions syndicales pour jouer leur jeu. Eh bien, il ne faut pas marcher !

L'organisation, l'action collective et la grève sont les seuls moyens de se faire respecter. Le gouvernement, le patronat et, derrière eux, toutes les chefferies syndicales, font croire au dialogue social. Mais qu'est-ce que ces parlottes apportent aux travailleurs ? Des augmentations ridicules de 2 ou 3 % et une prime de consolation. C'est précisément avec ce genre d'entourloupe que les salaires prennent du retard sur les prix depuis des années et que le pouvoir d'achat des travailleurs s'effondre. Et ce n'est pas avec des primes que les caisses de retraite se remplissent.

La politique des capitalistes est de ne rien lâcher. Face à la crise et à ses incertitudes, ils prennent de l'avance et engrangent tous les profits possibles. Non seulement ils ne veulent rien céder, mais, aidés du gouvernement, ils veulent que les travailleurs fassent les frais de la crise. Et au rythme où cela va, ils vont nous faire revenir une génération en arrière. On le voit avec les attaques contre les droits au chômage, le recul de l'âge de départ à la retraite et les sacrifices qu'ils veulent nous imposer à cause de la crise énergétique.

Alors, oui, la lutte est difficile. C'est pourquoi il faut la préparer. Souvent, l'initiative des débrayages ou de la grève est prise par les syndicats. Parfois, cela part d'un service ou d'une équipe de travailleurs qui entraînent les autres. L'essentiel est que la lutte soit dirigée démocratiquement par les travailleurs qui veulent se battre.

C'est à ceux qui se mobilisent de décider de leurs revendications et de leurs modes d'action. C'est ainsi que la contestation peut s'élargir et gagner en détermination. S'organiser, contester, faire grève est le seul moyen de renverser le rapport des forces et ne pas reculer. Alors, vivent l'organisation et les luttes des travailleurs !

Nathalie Arthaud



PARIS NORMANDIE

Assurance chômage : le gouvernement à l'offensive

Mardi 11 octobre, la nouvelle loi sur l'assurance chômage a été adoptée par l'Assemblée nationale. Cette nouvelle réforme de l'assurance chômage s'inscrit dans la continuité des dernières attaques menées contre les chômeurs, avec des mesures plus antiouvrières les unes que les autres.



Elle contient, entre autres, un nouvel amendement sur les abandons de postes, désormais assimilés à des démissions, pour rendre les travailleurs concernés inéligibles à une indemnisation chômage.

Aujourd'hui, ceux qui quittent leur poste sans préavis, peuvent quand même toucher les allocations chômage, si leur patron procède à leur licenciement. Mais les patrons

peuvent aussi refuser de licencier et donc empêcher le salarié de toucher les allocations chômage. La nouvelle loi rend cela systématique et sonne donc comme un avertissement pour ceux qui oseraient quitter leur emploi sans l'assentiment de leur patron.

Ce sont les députés de la majorité présidentielle alliés à ceux de la droite (LR) qui ont concocté cet amendement. Pour tenter

de le justifier, la ministre Grandjean prétend que « ce phénomène d'abandon de poste est en augmentation constante et pose divers problèmes, notamment pour les entreprises qui voient leur collectif se désorganiser ». Il n'existe cependant aucun chiffre à l'appui de ses dires. D'ailleurs, le nombre d'abandons de postes est aujourd'hui tellement minime qu'il ne constitue même pas une catégorie à part entière comptabilisée par l'Insee. D'autre part, suggérer que le chaos actuel de l'économie capitaliste, qui va de l'explosion des prix de l'énergie à la pénurie de semi-conducteurs, serait le fait des travailleurs qui, n'en pouvant plus de leurs conditions de travail, abandonnent leur poste est à la fois risible et révoltant.

En réalité, cette mesure est avant tout une démonstration de force qui vise à faire baisser la tête aux travailleurs, tout en restreignant encore les droits d'accès aux indemnités chômage.

Marlène Stanis

RN : anti-chômeurs, antiouvrier

Lors des débats à l'Assemblée sur le projet de réforme de l'assurance chômage présenté par le gouvernement, les députés du Rassemblement national devaient à la fois entretenir leur image d'opposants à Macron et montrer leur capacité à satisfaire les exigences du patronat.

Pour cultiver leur posture d'opposants, les députés RN ont donc tenu des discours très durs à l'égard du gouvernement, dénonçant « ses méthodes autoritaires », « une mesure injuste qui vise les chômeurs »... Et à la fin, clou du spectacle, ils ont voté contre le texte gouvernemental.

Mais, tout en se livrant à cette comédie parlementaire, le RN a tenu à participer à la surenchère antiouvrière initiée par la droite LR. Les députés du parti lepéniste ont ainsi voté en faveur de l'amendement assimilant l'abandon de poste par un salarié à une démission, ce qui lui fait perdre tout droit aux allocations chômage. Pour ne pas être en reste, Le Pen a proposé que soit considéré

comme une démission le refus d'accepter un contrat à durée indéterminée (CDI) à la fin d'un contrat à durée déterminée (CDD). Un autre député RN a proposé, lui, de limiter les élections professionnelles aux travailleurs de nationalité française ou « maîtrisant couramment la langue française ». Réduire les droits des travailleurs, les diviser, tout un programme... en faveur des patrons!

Ces amendements ont été rejetés, mais, en les proposant, le RN voulait démontrer qu'il pouvait être du côté des patrons aussi bien que Macron. En déclarant qu'il allait étudier sérieusement la proposition de Le Pen, le gouvernement ne s'y est pas trompé.

Marc Rémy

Plan de sobriété énergétique : brasser du vent froid

Le 6 octobre, le gouvernement a présenté un plan dit de « sobriété énergétique » dans un dossier de 50 pages dont le sous-titre est « Mobilisation générale ».



plan de sobriété

Il y donne une série de recommandations aux entreprises concernant leur éclairage, le chauffage de leurs bureaux ou de leurs magasins, la restriction de l'utilisation de l'eau chaude dans leurs sanitaires... mais

qui n'ont aucun caractère obligatoire.

En revanche, pour les bâtiments publics, les piscines et les bibliothèques publiques, des mesures de réduction du chauffage de un ou plusieurs degrés doivent être appliquées directement.

L'objectif de ne pas chauffer à plus de 19°C est ressasé pour toute la population et pour les locaux des entreprises. Or cette température de chauffage existe déjà depuis des années dans le Code de l'énergie. Le plan du gouvernement énumère une série d'évidences, comme si une partie des classes populaires n'était pas déjà habituée à se restreindre depuis des années pour se chauffer et s'éclairer. Mais derrière ce flot de lieux communs, ce

plan sert à mettre en condition la population pour accepter sacrifices, coupures, et hausses exponentielles des tarifs du gaz et de l'électricité à venir.

Les groupes capitalistes de l'énergie restent quant à eux libres d'investir ou non, de spéculer sur les prix, de ponctionner toute la société. Loin de toute sobriété, pour eux, c'est l'abondance des profits. Ceux-ci ont atteint des records cette année, comme chez TotalEnergies, qui a dépassé les 10 milliards de dollars de bénéfices au premier semestre, ou Engie, qui a plus que doublé les siens avec cinq milliards d'euros dans cette même période. Leur système économique devient de plus en plus catastrophique et aucun thermostat ni col roulé ne protégera la population de ses conséquences.

Charles Legoda

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Grenoble

Samedi 15 octobre à partir de 14 h 30
Salle des fêtes d'Échirolles 21, avenue du 8-Mai-1945

Besançon

Samedi 15 octobre de 15 h à minuit
Salle de la Malcombe

Tours

Samedi 15 octobre de 14 h 30 à minuit
Salle des fêtes de Saint-Pierre-des-Corps

Bordeaux

Dimanche 16 octobre de 11 heures à 19 heures
Salle Victor-Hugo à Cenon 28, cours Victor-Hugo

Reims

Dimanche 16 octobre de 11 h à 19 h
Salle des Phéniciens à Cormontreuil

Le Mans

Samedi 22 octobre de 17 h à minuit et demie
Salle Pierre-Guédou Quartier du Miroir

Dijon

Dimanche 30 octobre à partir de 11 h 30
Espace Tabourot à Saint-Apollinaire

Compiègne

Samedi 12 novembre à partir de 16 h
Salle des Fêtes de Margny-lès-Compiègne

Retraites : la riposte viendra des travailleurs

Le gouvernement vient d'entamer une prétendue concertation avec les syndicats dans l'objectif affiché d'imposer un recul progressif de l'âge légal de la retraite de 62 ans à 65 ans d'ici 2031. Il prévoit l'adoption d'une loi à l'hiver prochain et sa mise en œuvre à l'été 2023.

Le gouvernement suit pas à pas le plan de route du patronat. Le président du Medef, Roux de Bézieux, a ainsi déclaré au journal *Les Echos* : « J'avais dit qu'il fallait d'abord faire la réforme de l'Assurance chômage et ensuite la réforme des retraites. C'est absolument ce qu'on fait et je m'en réjouis. »

La bourgeoisie vit de l'exploitation de la force de travail et tente par tous les moyens d'imposer à la fois l'allongement de la durée du travail et le recul des salaires. Elle le fait au quotidien, mais aussi à l'échelle de la vie des travailleurs, en imposant le recul de l'âge de la retraite et l'amputation des pensions, pourtant financées non par les profits mais par les cotisations des salariés. Les parasites patronaux estiment que tous les moyens sont bons pour

dépouiller les travailleurs âgés des droits qu'ils détiennent encore.

Seuls 33% des salariés de plus de 60 ans travaillent encore car le patronat s'en débarrasse bien plus tôt. Ceux qui se retrouvent à la porte à plus de 55 ans ont, jusqu'à présent, la maigre ressource de bénéficier de 36 mois d'indemnité de chômage.

C'est cette durée d'indemnisation que Roux de Bézieux veut réduire, car elle constitue selon lui : « une incitation pour les entreprises comme pour les salariés à se mettre d'accord avec une rupture conventionnelle. On voit un pic de ruptures à 59 ans, ce n'est pas un hasard. »

Une telle mesure n'obligera aucun patron à maintenir dans l'emploi un travailleur qu'il ne considère plus assez productif, mais celui-ci se retrouvera alors



privé d'indemnité de chômage comme de retraite pour les années suivantes.

À la naissance du premier système de retraite, en 1910, la CGT dénonçait la « retraite des morts ». Les patrons veulent y revenir. Actuellement, selon les statistiques officielles, l'espérance de vie d'un ouvrier né entre 1972 et 1984 est de 70,7 ans et celle d'un employé de 72,2 ans. Et, en moyenne, pour un ouvrier, l'espérance de vie en bonne santé, sans problème sensoriels et physiques, est de 59 ans, dix ans de moins que pour un cadre supérieur.

Après avoir donc usé les muscles, les nerfs et les artères des travailleurs, les patrons veulent encore raccourcir les maigres années

de repos pour lesquelles ils ont cotisé. Tout en se disant « vent debout » contre la retraite à 65 ans, les représentants syndicaux se sont précipités pour... s'asseoir aux tables de concertation organisées par le gouvernement durant les trois prochains mois. Philippe Martinez, pour la CGT, espère une « véritable volonté d'écoute » et entend présenter ses « propositions ». Laurent Berger, pour la CFDT, a approuvé « une inflexion dans la méthode » du gouvernement. On voit surtout la généflexion prononcée des directions syndicales invitées à cautionner la mise en scène éculée d'une prétendue concertation.

Le patronat et le gouvernement déroulent leur plan

d'attaques contre le monde du travail. Les dirigeants syndicaux n'ont aucun plan de riposte, aucun plan de mobilisation. Mais, si la posture des bureaucraties syndicales est prévisible, la réaction des travailleurs l'est moins, et la crainte du patronat et du gouvernement est que, combinée au mécontentement sur les salaires, cette nouvelle réforme n'entraîne une riposte ouvrière.

Éric Woerth, un des artisans du passage de 60 à 62 ans en 2012, encourage à sa façon le gouvernement : « C'est comme le saut en parachute, à un moment il faut se lancer. La plupart du temps, ça se passe bien. » Souhaitons que le monde du travail en décide autrement.

Christian Bernac

Budget 2023 : encore moins pour ceux qui n'ont rien

Le projet de loi de finances 2023, c'est-à-dire le budget prévisionnel de l'État, est en débat devant les députés depuis le 10 octobre. L'effet théâtral de la discussion parlementaire est cette année renforcé car le gouvernement ne dispose pas de la majorité absolue.

Il sera peut-être de ce fait obligé de faire usage de l'article 49-3, c'est-à-dire de faire adopter son projet sans

vote des députés.

Au-delà du jeu de rôles parlementaire, ce projet de budget ressemble comme

un frère à tous ceux qui l'ont précédé en cela qu'il prend aux pauvres pour donner aux riches. En effet, la principale ressource budgétaire réside dans les impôts sur la consommation, dont la TVA et la taxe sur les produits pétroliers, c'est-à-dire dans les contributions indirectes extorquées aux familles, si démunies soient-elles.

Hormis l'éducation scolaire, qui concerne tout de même douze millions d'élèves et un million de salariés, les principaux postes de dépenses sont les subventions directes ou indirectes aux capitalistes. Il y a évidemment toutes les mesures du « sauver les profits quoi qu'il en coûte », toutes les subventions, les prêts garantis, les crédits d'impôts, les aides multiples. Il y a aussi, depuis toujours, le budget militaire, encore augmenté de trois milliards cette année, véritable rente pour les Dassault, Thales

et autres Navalgroup ou Nexter.

Dans ce cadre général, l'inflexion est mise depuis des dizaines d'années sur les économies aux dépens des services publics utiles à la population. Et ce gouvernement n'y déroge pas, l'augmentation du budget de l'Éducation nationale, microscopique au regard des besoins, le démontre. L'État prévoit par exemple de dépenser 190 millions d'euros en 2023 pour la protection de l'enfance et augmente de 500 millions les crédits pour les munitions de guerre.

Et puis, alors que les ministres et leurs soutiens prétendent être comptables de chaque euro d'argent public, alors qu'ils somment les travailleurs d'économiser sur le chauffage, voire sur le transport et la nourriture, ils vont tranquillement dépenser 158 milliards qu'ils n'ont pas. Le projet de budget prévoit en effet

500 milliards de dépenses, 345 milliards de recettes et 158 milliards de déficit, couvert par un emprunt auprès des financiers. Tous les budgets étant en déficit depuis quarante ans, l'État a une dette de 3000 milliards d'euros, soit un peu plus que toute la richesse produite annuellement en France. Les taux d'intérêt augmentant, l'État paye de plus en plus cher pour rembourser sa dette et honorer ses échéances. Il doit donc maintenant verser chaque année 50 milliards d'euros d'intérêts à ses créanciers, leur constituant une véritable rente. L'équilibre de l'ensemble, ou plutôt la fuite en avant, est censé venir de la croissance économique, ce qui constitue un pari hasardeux, et se base sur l'idée que les travailleurs continueront à prendre des coups sans réagir, ce qui ne l'est pas moins.

Paul Galois



Prix de l'énergie : les rois de la jungle

Alors que les prix de l'énergie flambent, Le Maire, le ministre de l'Économie et des Finances, a fait mine d'agir. Il a annoncé le 5 octobre un plafonnement du prix de l'électricité à 180 euros le MWh, ainsi qu'un renforcement des aides publiques aux PME.

Ce plafond correspond à un accord que viennent de trouver les ministres de l'Union européenne. Mais il faut le comparer au prix en vigueur il y a encore deux ans : 50 euros le MWh. Le fameux plafond serait donc plus de trois fois plus haut que les prix en 2020. De nombreuses communes seront obligées de fermer des infrastructures, notamment des salles de sport ou des locaux associatifs. La mesure gouvernementale ressemble donc à un pansement sur une jambe de bois, et ne fera qu'effleurer les profits des entreprises qui fournissent l'électricité.

Ducôté des tarifs du gaz et du pétrole, il n'y a même pas d'accord similaire en vue entre dirigeants européens.

Ceux-ci cherchent en temps ordinaire à arbitrer entre les intérêts des capitalistes concurrents mais, avec la crise énergétique qui s'aggrave, ils y parviennent de moins en moins.

À l'échelle européenne, la seule mesure envisagée vis-à-vis des trusts du gaz et du pétrole est une contribution – car le mot taxe leur donne de l'urticaire – de 33% sur leurs profits, au-dessus d'un certain seuil. D'après Le Maire lui-même, cette contribution ne devrait rapporter à l'État français que 200 millions, soit environ 1% des bénéfices de TotalEnergies en six mois.

Les conséquences de la situation sont déjà visibles : à l'échelle européenne,

des dizaines d'usines chimiques, grandes consommatrices de gaz, ont déjà mis leur activité en veille. Comme, en plus, le tarif européen de l'électricité est adossé à celui du gaz, c'est en fait toute l'industrie lourde qui risque d'être fortement touchée. Ce qui provoquerait à son tour une avalanche de blocages sur toute la production. En réalité, pour l'instant, les seules mesures prévues sont de nouvelles aides publiques pour les entreprises touchées, une politique qui ressemble à une fuite en avant, d'ailleurs de moins en moins efficace.

Les profits des énergéticiens sont en augmentation vertigineuse. TotalEnergies, a annoncé un record historique de bénéfices. Engie, de son côté, a engrangé autant de bénéfices au premier semestre de cette année que sur toute l'année dernière. Ces



profits sont directement le résultat de leur situation de monopole. Avec une poignée d'autres trusts, ils sont en mesure de contrôler des pans entiers de la distribution et d'organiser la hausse des prix. Ils sont en position de vampiriser,

non seulement les poches des classes populaires et les budgets des mairies et des petites entreprises, mais aussi les profits des capitalistes concurrents, en particulier ceux de l'industrie lourde.

Thomas Baumer

Les TPE étranglées par les fournisseurs

Le SDI, syndicat des indépendants et des très petites entreprises (TPE), dénonce des contrats d'énergie en hausse de 300%, 700% voire plus de 1 000% imposés par TotalEnergies, EDF ou Engie aux artisans et petits commerçants.

Actuellement, certains d'entre eux renouvellent en effet leur contrat.

Ils font alors l'amère expérience de la loi du plus fort, les énergéticiens leur proposant des contrats en hausse phénoménale, parfois non renégociables sur une période pouvant aller jusqu'à trois ans.

Les témoignages affluent comme celui de cette boulangère de Tende, dans les Alpes maritimes, qui évoque sa facture d'énergie : « D'habitude, j'ai 4 000 euros pour un trimestre, et là, c'est 14 500 euros, donc c'est 10 500 de plus que prévu », avant même le renouvellement de son contrat. D'autres dénoncent les menaces de certains fournisseurs d'énergie s'ils ne signent pas un nouveau contrat quatre ou cinq fois plus cher que cette année, où le prix était déjà en forte augmentation.

Boulangers, restau-

rateurs, traiteurs ou épiciers, qui ne peuvent pas se passer de leurs fours, réfrigérateurs et autres appareils, sont exclus du bouclier tarifaire qui plafonne la hausse des coûts à 15%. En effet, ce dernier ne concerne que les TPE utilisant une puissance inférieure à 36 kilovoltam-

pères (kVA), ce qui n'est pas leur cas. Le secrétaire du SDI dénonce donc une véritable loi de la jungle dans laquelle ces petits commerçants et artisans se retrouvent à la merci des TotalEnergies et autres grands groupes.

Face à cette situation, la ministre déléguée aux PME a déclaré sans rire : « Si vous trouvez dans la situation où il faut signer un nouveau contrat d'énergie » et que celui-ci « présente une hausse incompréhensible »,

« je le répète, ne signez pas ! » La semaine précédente le ministre de l'Économie, Le Maire, a accusé les fournisseurs d'énergie de ne pas suffisamment jouer le jeu et leur a demandé de faire des efforts pour garantir des prix raisonnables à ces petites entreprises. C'est une vaste plaisanterie, à l'image de la nouvelle charte d'engagement de bonnes pratiques signée le 5 octobre par TotalEnergies, Engie, EDF et consorts. D'après cette dernière,

qui ne comprend aucune clause obligatoire, les fournisseurs d'énergie s'engageraient, par exemple, à prévenir leurs clients professionnels de l'expiration de leur contrat deux mois à l'avance. La belle affaire !

Les moulins à paroles du gouvernement peuvent continuer à tourner, ce sont les grands groupes de l'énergie qui font la loi et rackettent l'ensemble de la société, y compris les artisans et petits commerçants.

Marlène Stanis

Ballons d'eau chaude : le début des restrictions ?

Enedis, filiale d'EDF chargée de la distribution du courant, pourra désormais, face à une pointe de la consommation, moduler l'alimentation électrique des ballons d'eau chaude.

Cela ne pourra concerner qu'une partie des clients (un peu plus de 10%) ceux qui ont un contrat heures pleines/heures creuses avec une puissance inférieure ou égale à 36

kVA. Chez ceux-là, en cas de pic de consommation menaçant le réseau, le chauffage des ballons pourra être interrompu entre 12 heures et 14 heures. On pourra toujours avoir

de l'eau chaude, et même prendre une douche, s'il reste suffisamment de réserve dans le ballon, mais si ce n'est pas le cas, il ne contiendra plus que de l'eau froide. Le reste du temps, le chauffage de l'eau sera rétabli, cette opération pouvant se faire à distance par l'intermédiaire du « compteur intelligent »

Linky. Il est vrai que le système heures pleines/heures creuses existait déjà avant Linky.

Cette menace de restriction est donc pour le moment limitée, mais elle pourrait ouvrir la voie à d'autres, plus sérieuses, dans tous les domaines d'ailleurs.

A.V.

Éducation nationale : de pire en pire

Il y a un mois, le ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye prononçait le traditionnel « la rentrée s'est bien passée ». Une enquête du principal syndicat des chefs d'établissement confirme que la réalité est tout autre, comme le savent parfaitement bien des enseignants.

Dans 35 % des établissements, un poste d'enseignant est totalement vacant et, dans 32 % d'entre eux, pas forcément les mêmes, il y a déjà au moins une absence de longue durée non remplacée. La situation n'est pas meilleure en ce qui concerne les assistantes sociales, les conseillers principaux d'éducation,

les infirmières scolaires, les agents de service et de manière générale tous les personnels non enseignants. Dans 35 % des établissements, ils ne sont pas au complet.

Pour aggraver encore la situation, les professeurs remplaçants, prévus pour combler les absences en cours d'année, par exemple



les congés maternité, ont été mis devant les élèves dès la rentrée afin que le ministre puisse affirmer qu'il y avait un enseignant devant chaque classe. Du coup, l'année scolaire s'annonce à risque, puisqu'il y aura forcément de telles absences. On a souvent vu, les années

précédentes, parents et enseignants manifester pour protester contre le nombre d'heures de cours ainsi perdues par les élèves, et cela va continuer.

Le ministère n'est certes pas à court de gadgets pour camoufler cette situation désastreuse. Il a inventé des « indicateurs d'efficacité et d'efficience du remplacement du personnel enseignant » qu'il pourra brandir, à défaut d'envoyer des enseignants pour faire cours là où il en manque. Les lycées et collèges devront ainsi faire passer ces indicateurs de 94,7 % en 2021 à 99 % en 2023. On peut déjà prévoir que tout sera bon pour cocher la case, des cours faits par des assistants d'éducation déjà trop peu nombreux, au travail en ligne sans véritable

encadrement.

Dans les écoles primaires, le ministre lui-même avouait 200 à 300 postes manquants, jugeant ce chiffre très faible. Outre que ces chiffres sont sujets à caution, on sait déjà que les remplacements qui vont être demandés ne pourront pas se faire, et que les élèves continueront donc à être répartis dans les classes. Il faudra à nouveau aux parents et aux enseignants se mobiliser.

Voilà ce que le ministre appelle une bonne rentrée. Qu'est-ce que ce serait si elle avait été mauvaise ! Mais le gouvernement persiste et signe. Dans le budget 2023 actuellement en discussion, 2000 postes d'enseignants vont être supprimés.

Daniel Mescla

Lycées professionnels : grève le 18 octobre contre la réforme

L'ensemble des syndicats de l'enseignement professionnel, dont le Snes, Sud, FO et la CGT, appellent à une journée de grève et de manifestations mardi 18 octobre contre la réforme du lycée professionnel.

Cette énième réforme d'un enseignement qui scolarise 651 000 jeunes consiste d'abord à augmenter de 50 % le temps passé en stage. Cela signifie que, sur les trois années de formation nécessaires pour obtenir un baccalauréat professionnel par exemple, les élèves pourraient passer 33 semaines au moins en entreprise. Cela représente en moyenne 11 semaines, presque le tiers d'une année scolaire qui en compte 36.

L'augmentation des périodes de stages suffirait pour refuser cette réforme. Tout d'abord, elle ne peut qu'aggraver les difficultés à trouver des stages qui ne consistent pas seulement à balayer ou à faire du classement. Mais surtout, la

diminution du temps consacré à l'enseignement du français, de l'histoire, des langues ou des mathématiques qui en découle, pénalise particulièrement les jeunes scolarisés dans les filières professionnelles, qui sont majoritairement issus des classes populaires et ont déjà bien moins accès à une certaine culture générale.

Quant au rôle de plus en plus important des patrons dans l'enseignement professionnel, il n'est assurément pas de bon augure. Les formations seraient en effet liées aux besoins des entreprises locales. Il est même question de faire entrer des patrons dans les conseils d'administration des lycées professionnels. Les filières jugées « non insérantes »,

selon les critères définis par le patronat bien évidemment, seront fermées. Il y aura donc encore moins de choix qu'aujourd'hui. Quant aux enseignants des filières concernées, ils sont sommés de se réorienter vers d'autres disciplines plus porteuses, ce qui signifie une reconversion forcée, comme cela fut le cas pour la filière gestion administration. Au bout du compte, cela amène progressivement à la disparition du lycée professionnel, avec une économie considérable pour le budget de l'Éducation nationale.

Dans le domaine de l'éducation comme dans les autres, le gouvernement agit au service du patronat, pour qui une main-d'œuvre bien formée est une main-d'œuvre directement exploitable et la plus malléable possible.

Aline Retesse

Écoles d'Angoulême : non aux repas froids !

Depuis la rentrée des classes, les élèves des écoles primaires George-Sand et Jean-Macé à Angoulême, qui ont été déplacés dans un autre site le temps de la construction d'une nouvelle école, doivent se contenter de manger froid !

Dans ce quartier très populaire, les écoles, vétustes, ont été fermées. La municipalité a organisé le transfert des élèves par bus vers un autre quartier de la ville. Mais l'organisation d'une cantine et la distribution de vrais repas, chauds, ne sont pas faits. Cela ne viendra qu'après les vacances, en novembre, si l'on en croit les promesses officielles. La municipalité avait pourtant eu au minimum les mois de juillet et août pour résoudre le problème.

En outre, les élèves n'ont pas accès aux toilettes, qui sont fermées à la sortie des classes de l'après-midi. Et certains se sont déjà soulagés dans les bus du retour.

Tout cela n'est pas admissible. Des parents ont

commencé à réagir et à se mobiliser pour faire respecter les conditions de vie de leurs enfants. Ils ont fait circuler une pétition qui a été largement signée. Une délégation de mères de famille s'est rendue à la mairie d'Angoulême pour exprimer ses doléances à des représentants de la municipalité. Ceux-ci étaient mal à l'aise mais aucune mesure immédiate n'a été mise en œuvre. Ces mères de famille doivent rencontrer une maire adjointe mercredi 12 octobre. Mais, jour après jour, les enfants n'ont toujours pas de repas chaud, et cela devient de moins en moins supportable : l'action collective va devoir se renforcer.

Correspondant LO

Vertes paroles

Stanislas Guerini, ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, annonce rien de moins que « le plus grand plan de formation à la transition écologique qui ait jamais existé dans la fonction publique ».

Cette formation des 25 000 cadres de l'État a commencé mardi 11

octobre par celle des 220 directeurs d'administrations centrales, le sommet de la hiérarchie, considérés comme la crème de la crème de l'appareil d'État. Des spécialistes de l'écologie disposeront de vingt heures pour informer ces hauts personnages des risques qui menacent la

planète et des gestes à faire pour la sauver.

À l'idée que, en se lavant les dents après un déjeuner de travail où il aura pris les consignes du PDG de Total, le haut fonctionnaire ne laissera plus couler l'eau inutilement, on respire déjà mieux.

P.G.



Le 8 octobre, à la Maison de la Mutualité à Paris, pour le meeting de Lutte ouvrière, plus de mille personnes enthousiastes sont venues écouter les interventions de nos camarades Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier, dont nous publions ici des extraits.

Jean-Pierre Mercier : **“Il faut un parti communiste révolutionnaire implanté dans la classe ouvrière”**



Le mouvement communiste révolutionnaire dont nous nous réclamons se distingue de tous les autres courants politiques en ce sens que nous sommes marxistes : c'est-à-dire tout d'abord que nous sommes convaincus que toutes les oppressions et les catastrophes actuelles ne pourront être supprimées sans renverser le capitalisme.

Et d'autre part que la seule classe sociale qui a la capacité de le faire, c'est la classe ouvrière. La fin du capitalisme ne peut venir que d'une révolution dont les travailleurs seront le moteur et la direction politique.

Comme l'a écrit Marx voilà bientôt deux siècles, à l'époque où le capitalisme n'était encore que naissant, les capitalistes, en développant les usines et en jetant des millions de travailleurs dans l'esclavage salarié, ont fabriqué *« leurs propres fossoyeurs »*, une classe de prolétaires qui, en renversant le capitalisme, n'ont *« rien d'autre à perdre que leurs chaînes »*.

Depuis Marx, le capitalisme a étendu ses tentacules sur l'ensemble de la planète et la classe ouvrière est 100 fois, 1 000 fois plus nombreuse que lorsque fut rédigé le *Manifeste du Parti communiste*. Il y a des luttes en permanence, quand ce n'est pas dans un pays, c'est

dans un autre. Mais cela fait bien longtemps que la classe ouvrière ne s'est pas battue sur le terrain politique, en tant que classe porteuse d'une organisation sociale supérieure au capitalisme. [...]

Un véritable parti révolutionnaire devra avoir, demain, des militants et des relais dans toutes les entreprises du pays, je dirais même, dans toutes les catégories sociales qui composent le monde du travail.

Mais ce qui sera fondamental, c'est d'être présent au sein des grandes entreprises, parce que ce sont elles qui ont un poids sur la vie politique, économique et sociale sans commune mesure avec les autres.

Militer dans les grandes entreprises

Nous le savons, une grève peut partir de petites entreprises. Mais c'est seulement lorsqu'elle s'étend à des géants comme Renault, PSA-Stellantis, Total, Sanofi, Arcelor-Mittal, Safran, que la grève devient un événement social et politique incontournable.

Des milliers de travailleurs en grève dans une grande usine, cela veut dire des milliers de militants de la grève, des milliers de femmes et d'hommes susceptibles d'aller s'adresser aux travailleurs des autres entreprises du secteur, de diffuser la grève en militant pour elle auprès de leurs proches, de leur famille, de leurs voisins. C'est une force de frappe considérable, et cela ne pourra jamais exister à l'échelle d'une entreprise qui ne regroupe que quelques dizaines de

salariés, quelle que soit leur combativité. [...]

Alors oui, pour nous, il est vital, indispensable, que des militants révolutionnaires soient présents dans les grandes entreprises, et c'est l'orientation fondamentale de Lutte ouvrière depuis que notre organisation existe.

Parce qu'il faut, dans ces citadelles du capitalisme, des militants capables de donner des perspectives à leurs camarades, capables de leur expliquer *« la science de leur malheur »*, comme disait le syndicaliste révolutionnaire Fernand Pelloutier à la fin du 19^e siècle, capables de les éclairer sur les rouages du capitalisme, de son État, de son système politique, de leur apporter des réponses politiques sur la crise de son économie.

Oui, si l'on veut changer la société, il faut planter les idées du communisme révolutionnaire dans les entreprises, et en particulier dans les plus grandes car c'est ainsi qu'elles irrigueront l'ensemble des travailleurs et iront jusqu'aux plus isolés dans les plus petites entreprises.

Alors, c'est une tâche difficile, compliquée, oui c'est vrai. Parce que nous ne sommes pas les seuls à savoir combien la présence de militants révolutionnaires dans les entreprises sera déterminante.

Les patrons, et derrière eux tout l'appareil de l'État bourgeois, le savent aussi bien que nous, et c'est pour cette raison qu'ils mettent toute leur énergie à l'empêcher.

C'est pour cette raison, et

pour aucune autre, qu'il est interdit de faire de la politique dans les entreprises. Ce pays est peut-être une démocratie, mais cette démocratie s'arrête à la porte des entreprises. Il y a beau être écrit *« Liberté, égalité, fraternité »* au fronton des mairies et des écoles – et nous savons tous combien cette formule est, au fond, vide de sens dans la société capitaliste – elle n'est en revanche pas écrite au fronton des usines : le cynisme de la société capitaliste ne va pas jusque-là, il ne faut quand même pas exagérer.

La grève, un moment de liberté

Le seul moment où la liberté peut régner dans une entreprise, c'est pendant une grève.

Lors de la grève de quatre mois contre la fermeture de l'usine de PSA Aulnay, en 2013, tous les grévistes ont ressenti ce sentiment incroyable que nous étions enfin libres. Pendant la grève, l'usine était ouverte à tous, y compris à la presse (ce qui n'est pas le cas le reste du temps), c'étaient les chefs qui baissaient les yeux et les directeurs qui se cachaient, c'était nous qui décidions des horaires, des lieux et des moments où nous nous réunissions, nous qui organisions les rondes de surveillance contre les jaunes, les chefs et les huissiers. Pendant la grève, les discussions étaient libres, les idées politiques entraient dans l'usine, chacun avait le droit d'exprimer ses idées, quelles qu'elles soient, sans avoir à craindre d'être dénoncé par un mouchard ou par un chef... [...]

Les patrons et leurs ribambelles de chefs, de contremaîtres et de directeurs font leur travail. Eh bien, à nous, militants, de faire le nôtre !

À nous de nous montrer plus malins, plus inventifs, plus déterminés, pour nous permettre de nous exprimer politiquement dans les entreprises, pour permettre aux travailleurs de faire de la politique malgré l'interdiction et la répression patronale !

C'est la raison pour laquelle, par exemple, nous cherchons à éditer, partout où nous sommes, une presse d'entreprise, ce que nous appelons nos *« bulletins »*. Oh ! certes, c'est une presse modeste : la plupart du temps, une simple feuille quinzomadaire avec, au recto un éditorial politique et au verso une série de petits articles dénonçant ce qui se passe dans l'entreprise du point de vue communiste révolutionnaire.

Mais même modeste, il s'agit bien d'un journal politique qui entre et qui circule dans les entreprises par tous les moyens possibles, en contournant toutes les interdictions mises en place par les patrons pour tenter de les empêcher.

C'est une petite brèche que nous ouvrons dans la dictature patronale mais surtout une possibilité aux militants de s'entourer de travailleurs, de les organiser, de constituer un réseau dans l'entreprise autour de la diffusion des idées communistes révolutionnaires, à la barbe du patron.



Nathalie Arthaud : **“S’engager pour préparer la révolution”**

l’armée et même, parfois, des organisations religieuses.

En 1979, quand la population iranienne s’est soulevée contre le régime du chah et l’impérialisme américain qui le soutenait, ce sont les religieux qui se sont mis à la tête de la révolte.

Au nom de l’unité dans la lutte anti-impérialiste, tous les opposants au chah, y compris ceux qui étaient laïcs, voire athées, se sont alignés derrière le guide suprême Khomeiny. Y compris le Parti communiste iranien, qui était un des fers de lance de la contestation. Car il y avait alors, en Iran, de nombreux militants se revendiquant du communisme et du pouvoir de la classe ouvrière. Mais ils ont renoncé à défendre une politique indépendante pour les travailleurs.

Le point culminant de la révolution iranienne fut une insurrection où la population prit les armes et fit tomber l’armée, le chah et son régime. Immédiatement après, la population rendit les armes aux comités religieux et aux milices islamistes qui donnèrent naissance aux Gardiens de la révolution, les mêmes qui tirent aujourd’hui sur les manifestants.

La révolution accoucha donc d’un régime policier islamique. Les mollahs se chargèrent du ravalement de façade. L’État se réclamerait désormais du nationalisme

et de la religion. Mais l’ordre social restait intact. L’ayatollah Khomeiny appelait « ses chers ouvriers », comme il disait, à retourner au travail.

La population laborieuse a continué d’être exploitée. Elle n’a pas vu la couleur de la rente pétrolière et, malgré ses velléités d’indépendance, l’Iran est resté dépendant de l’ordre impérialiste mondial. Et cela fait plus de quarante ans que la population, les femmes et les travailleurs le payent.

Comme la révolution iranienne de 1979, on ne compte plus les révolutions menées dans des impasses ou massacrées. Et ce ne sont pas les exploités, leur détermination et leur courage qui sont en cause. Les opprimés n’ont d’ailleurs jamais cessé de se soulever tantôt dans un pays, tantôt dans un autre. Et ils ne cesseront pas parce qu’ils n’ont pas d’autres choix.

La faillite est du côté des dirigeants révolutionnaires, qui n’ont pas été à la hauteur des événements. Et aujourd’hui, dans nombre de pays, ils ont déserté le combat et abandonné les seules idées susceptibles de changer le monde. [...]

Il faut une direction politique

Notre raison d’être est de construire un parti capable de s’orienter en pleine tempête sociale et politique.

Une véritable crise révolutionnaire jette dans l’action des millions de femmes et d’hommes, avec des revendications, des niveaux de combativité et de conscience différents. Chacun est pris dans un tourbillon d’actions, d’espoirs, de peur, de découragement... Les événements, l’état d’esprit des masses, l’attitude de l’État et des forces de répression... tout peut changer d’heure en heure.

Il faut savoir analyser le rapport de force, mesurer le niveau de combativité et de conscience, pour proposer des mots d’ordre et une politique permettant à la lutte d’aller de l’avant, de s’approfondir, jusqu’à ce que la question de la prise du pouvoir par les travailleurs apparaisse comme une nécessité aux yeux du plus grand nombre.

Cela ne s’improvise pas. Il faut un parti qui se soit préparé moralement et politiquement à cela. Un parti qui se soit construit et formé dans ce but révolutionnaire.

Quand on veut être chirurgien, on apprend la médecine, la biologie, l’anatomie... Les études de médecine ne suffisent pas pour avoir le bon geste et devenir un bon chirurgien. L’expérience compte beaucoup, parce que la réalité est toujours plus complexe que ce que l’on apprend dans les livres. Mais celui qui néglige les études et se moque des

Ces dernières années n’ont pas manqué de grandes révoltes : il y a eu une révolte au Soudan en 2018-2019 ; le Hirak en Algérie. Cet été, le Sri Lanka a été au bord de l’insurrection. Ces dernières semaines, Haïti a été de nouveau secoué par une vague de mobilisations populaires. Et il y a, bien sûr, l’irruption de la jeunesse en Iran.

Pour chacune de ces révoltes, les mêmes questions se posent : comment élargir le mouvement ; comment communiquer et se coordonner quand le régime surveille tout ; comment neutraliser la police pour l’empêcher de tirer ? Et comment se doter d’une direction pour transformer les dizaines ou les centaines de milliers de révoltés en force politique ?

La révolte et le courage de lutter ne suffisent pas à faire une politique. Se battre, oui, mais pour quelles revendications, pour quel but ?

Un changement de gouvernement ? Un changement de régime ? Le renversement de tout l’appareil d’État, à commencer par l’armée qui en est le pilier ? Un renversement de régime, mais pour le remplacer par quoi ?

Le soulèvement en Iran

Toutes ces questions se posent aujourd’hui en Iran. Les protestations se font aux cris de « Mort au dictateur », « À bas la République islamique »... Mais par quel régime remplacer celui des mollahs ?

En général, il ne manque pas de candidats ni d’organisations pour récupérer les révoltes et leur donner une direction. Il y a souvent une palette de partis ou d’opposants qui passent directement de la prison au gouvernement. Au-delà des réseaux de notables et de politiciens professionnels, il y a toutes les organisations qui existent et encadrent déjà la société :





leçons médicales tirées des opérations passées, lui, il faut s'en méfier.

Eh bien, les révolutionnaires doivent se préparer dans le même état d'esprit que celui qui aspire à devenir chirurgien!

Alors, il lui faut la direction la plus compétente et expérimentée possible et, cela va de pair, il faut des dizaines de milliers de militants immergés dans les masses en ébullition. Des militants suffisamment liés au monde du travail pour être capables de sentir leur état d'esprit, mais aussi des militants capables d'agir ensemble, au moment où il le faut, d'un même élan.

Cela nécessite un parti de militants habitués à travailler ensemble, qui se comprennent rapidement, à demi-mot, parce qu'ils partagent en profondeur les mêmes convictions et parce qu'ils se sont forgé une politique commune.

Plus il y a d'événements sociaux et politiques, plus les luttes et les épreuves militantes sont nombreuses et mises en commun, plus cette cohésion et cette confiance mutuelle sont faciles à construire. La base de ce ciment politique, c'est l'activité militante la plus riche possible. [...]

Leur guerre n'est pas notre guerre

La guerre en Ukraine n'est pas et n'a jamais été une guerre nationale, dans laquelle un petit pays résiste à l'invasion de son puissant voisin. L'Ukraine est depuis des années le terrain d'affrontement entre deux brigands, la Russie et les États-Unis, pour savoir lequel fera de cette région du monde sa chasse gardée. Et l'un comme l'autre est prêt à en faire un

théâtre sanglant. [...]

Déjà, aujourd'hui, le gouvernement et les médias sont en campagne permanente contre Poutine. Et la France n'est pas officiellement en guerre! Il faut imaginer que la pression guerrière peut s'intensifier, avec tout ce que cela signifie de peur et de militarisation de la société.

Et il faudra continuer de résister à leur propagande!

Nous serons peut-être de moins en moins nombreux, mais il faudra continuer d'affirmer que, oui, Poutine est un dictateur, mais l'impérialisme est tout un système qui perdure au-delà de la personnalité des uns ou des autres et qui fait sombrer le monde dans la barbarie!

Les Biden, Macron et Cie prétendent s'intéresser aux souffrances des Ukrainiens. Mais ils continuent à piller les ressources de nombreux peuples et à bafouer leurs droits, de l'Irak à la Palestine, des pays du Sahel à l'Afghanistan, sans oublier le continent américain et l'Amérique latine. [...]

Comme disait Rosa Luxemburg, «la légende de la défense de la patrie appartient tout autant à l'art de la guerre que la poudre et le plomb». Alors, non, cette guerre n'est pas celle de la classe ouvrière ukrainienne, elle n'est pas celle des travailleurs russes. Cette guerre n'est pas notre guerre!

Si la pression guerrière monte, avec ce que cela signifie d'embrigadement des esprits et de pressions sociales, ne comptez pas sur le PCF, La France insoumise ou je ne sais qui pour s'y opposer! Aujourd'hui, ils ne sont même pas capables de dénoncer l'instrumentalisation que les Américains font des Ukrainiens et ils soutiennent la

politique de Macron. Quant au NPA, il a joint sa petite voix au concert des va-t-en-guerre, en reprenant les arguments sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, argument défendu aujourd'hui par le camp impérialiste!

Aujourd'hui, les voix opposées à la guerre viennent surtout des masses opprimées des pays pauvres, des travailleurs d'Afrique ou du Moyen-Orient. Eux ne sont pas dupes, car ils ont appris dans leur chair que les puissances impérialistes n'interviennent jamais pour faire le bonheur des plus pauvres.

Mais le courant dominant est pro-guerre. Et, politiquement, nous serons de plus en plus seuls. Et il faudra tenir.

Il faudra tenir sur nos convictions anti-impérialistes révolutionnaires. J'ajoute le mot révolutionnaire, parce que pour nous la seule façon de se débarrasser de l'impérialisme, c'est de détruire le capitalisme, c'est-à-dire d'arracher le pouvoir de la classe capitaliste à l'échelle du monde.

Il faudra tenir sur l'internationalisme prolétarien. Il y a sans doute en Russie et en Ukraine des femmes et des hommes qui haïssent leurs dirigeants et refusent de marcher au pas. Des femmes et des hommes qui ne supportent pas la propagande chauvine et le fossé de haine qu'elle creuse. Qui tiennent le nationalisme et le militarisme en horreur. Et plus encore maintenant, après six mois d'une guerre monstrueuse. [...]

Alors, c'est à nous de garder levé le drapeau révolutionnaire et d'affirmer haut et fort: ni Poutine, ni Biden ou Macron. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes!

Armes françaises pour l'Ukraine: profits pour les marchands de canons

Vendredi 7 octobre, Macron a annoncé la mise en place d'un nouveau fonds de 100 millions d'euros à la disposition de l'État ukrainien pour acheter des armes aux industriels français.

Le gouvernement français parle de paix, et prétend ne fournir que des équipements défensifs à l'Ukraine. Mais, avec les autres puissances occidentales, il participe en fait depuis huit mois à une guerre menée avec la peau des Ukrainiens, pour défendre les intérêts des impérialistes occidentaux contre la Russie.

Depuis le début de cette guerre, le gouvernement français aurait fourni à l'armée ukrainienne 18 canons Caesar montés sur camion, des milliers d'obus, des missiles antichars et antiaériens, des véhicules blindés, du carburant, des équipements individuels et une quinzaine de canons tractés. Des troupes françaises ont été également positionnées en Roumanie, et des Rafale ont patrouillé à la frontière entre la Pologne et l'Ukraine. Avec

son nouveau fonds, Macron annonce que six canons Caesar supplémentaires pourraient être livrés, en prenant sur une commande faite initialement par le Danemark.

Les montants utilisés par la France, impérialisme de second ordre, semblent dérisoires comparés à l'enveloppe de 12 milliards de dollars votée par le Sénat américain pour renforcer l'armée ukrainienne. C'est simplement proportionnel à sa faible puissance et à sa place dans cette coalition qui ne dit pas son nom. Toujours est-il que, malgré les discours de Macron, celui-ci s'inscrit bien dans le cadre de la guerre menée par l'impérialisme américain.

Quant aux 100 millions d'euros, ils atterriront dans les coffres-forts des marchands d'armes.

Charles Legoda



Des canons Caesar de l'armée française.

ARNAUD BEINAT / MAXPPP

Iran : la contestation s'approfondit

Quatre semaines après la mort de Mahsa Amini, la contestation contre les dirigeants de la République islamique se poursuit et s'approfondit, malgré la répression.

Au 10 octobre, l'association Iran Human Rights avait recensé 185 morts. À Téhéran et dans les principales villes du pays, les arrestations de manifestants, les tirs de la police, les tabassages dans les commissariats ou en prison n'arrêtent pas les hommes et les femmes, parfois sans voile, souvent très jeunes, qui descendent dans la rue pour crier « *Mort au dictateur* » ou « *Khamenei, nous t'enterrerons* ». En s'en prenant à des chefs religieux qui prônent la morale, mais qui sont eux-mêmes milliardaires, corrompus et dépravés, les jeunes manifestants trouvent le soutien d'une large fraction de la population. Le succès viral de la chanson *Baraye*, composée par Shervin Hajipour, un chanteur iranien populaire, arrêté pour cet acte avant

d'être relâché, en atteste. *Baraye* (« à cause de... » en persan) égrène la liste de tous les interdits dans cette dictature, pour les femmes comme pour toute la population. Elle dénonce pêle-mêle les arrestations arbitraires, la pauvreté, l'impasse économique du régime, la pollution qui ravage le pays...

Dans deux régions, le Baloutchistan et le Kurdistan iranien, sous prétexte que des manifestants étaient armés, la répression a été plus violente. Au Kurdistan, région d'origine de Mahsa Amini, très touchée par la pauvreté où les opposants au régime sont plus organisés, souvent sur la base du nationalisme kurde, parfois en se revendiquant du maoïsme ou du communisme, la police et les Pasdarans ont fait feu, tuant 30 personnes. Un automobiliste a été abattu

pour avoir klaxonné contre le régime. Comme partout dans le pays, les blessés fuient les hôpitaux pour ne pas être jetés dans des geôles où la torture est quasi systématique.

Dans le sud de l'Iran, sur le complexe pétrolier de South Pars, les travailleurs du pétrole se sont mis en grève et ont manifesté pour soutenir la contestation. Ces travailleurs représentent une force, par leur nombre et leur concentration dans un secteur qui fournit la principale ressource économique du pays, et par leurs traditions de lutte. À l'été 2021, ils avaient fait grève pour obtenir la titularisation des contractuels que les patrons de l'industrie pétrolière, proches du régime, avaient embauchés pour réduire les coûts, tirer les salaires vers le bas, dégrader les conditions de travail. Les syndicats officiels étant soumis aux patrons et les syndicats indépendants étant interdits, les travailleurs du



Manifestation, le 8 octobre, au Kurdistan iranien.

pétrole ont pris l'habitude de créer des comités de lutte.

On ne peut que souhaiter que les travailleurs d'autres secteurs, comme l'industrie sucrière ou les transports, eux aussi régulièrement mobilisés, rejoignent la contestation, lui donnent des objectifs de classe en se méfiant des candidats à remplacer la République islamique par une autre dictature, qui ne

manquent pas. Déjà les monarchistes sont en embuscade : Reza Pahlavi, le fils du chah, a affirmé depuis New-York sa solidarité avec les femmes iraniennes. D'autres politiciens, parmi les prétendus modérés du régime ou parmi les « démocrates » de tout poil, pourraient rapidement surgir.

Xavier Lachau

Pétrole : comment faire monter les cours

Le 5 octobre, les treize pays de l'OPEP, réunis avec dix autres pays producteurs de pétrole, ont décidé de réduire leur production à partir de novembre. Immédiatement, le prix du baril a grimpé dans les Bourses qui fixent le cours de l'or noir.

Les spéculateurs avaient anticipé la décision depuis plusieurs jours : ainsi le baril de Brent est passé de 85 à 98 dollars entre le 30 septembre et le 7 octobre. Toutefois, malgré la perspective de baisse de 2 % de la production

mondiale, le cours du pétrole n'est aujourd'hui pas plus élevé qu'en février, avant le début de la guerre en Ukraine, après avoir subi une flambée l'amenant plusieurs fois au-dessus de 120 dollars au printemps.

La décision de l'OPEP, dont l'Arabie saoudite est le pilier, a entraîné beaucoup de commentaires, car elle va à l'encontre des pressions qu'exerce l'impérialisme américain depuis cet été pour que le cours du pétrole ne flambe pas. En juillet, Biden avait tâché d'influencer l'Arabie saoudite en réintégrant démonstrativement le dictateur Ben Salman dans le cercle des

dirigeants fréquentables.

Biden, dont le parti affronte en novembre des élections qui pourraient lui faire perdre sa majorité au Congrès, veut éviter le ressentiment des automobilistes américains confrontés au prix record de 5 dollars le gallon d'essence (soit 1,30 euro le litre) cet été à la pompe. Les prix à la pompe ont régressé depuis, mais l'inflation est élevée aux États-Unis et, si l'essence se met à augmenter sensiblement à nouveau, le Parti démocrate risque une sanction électorale.

Plus fondamentalement, depuis une dizaine d'années les États-Unis cherchent à affaiblir le cartel des pays producteurs qu'est l'OPEP. La montée en puissance du pétrole de schiste extrait aux États-Unis leur a permis de plus que doubler leur production pétrolière en douze ans, alors que celles de l'Arabie saoudite et de la Russie ont stagné. À présent la production combinée des États-Unis et du Canada équivaut au total de celles de l'Arabie saoudite et de la Russie.

Les États-Unis, qui sont aussi les plus gros consommateurs de pétrole, cherchent à affirmer leur contrôle sur ce secteur. Ils veulent aussi sanctionner la Russie en lui imposant un prix bas d'exportation. C'est en réaction à cette offensive limitant leur marge de manœuvre que les pays de l'OPEP, la Russie et d'autres, tâchent de faire monter les cours du pétrole. Dans une économie mondiale en plein ralentissement, ils veulent éviter de sombrer, en cas de baisse importante des cours. De plus, sur l'échiquier mondial, l'Arabie saoudite veut parfois montrer qu'elle n'est pas un simple vassal de l'impérialisme américain.

Ces grandes manœuvres et chocs d'intérêts, sur fond de récession attendue qui prépare d'autres soubresauts, ne troublent pas les grandes compagnies pétrolières, qui dégagent des profits record. Mais elles en font voir de toutes les couleurs aux populations qui souffrent des à-coups d'un monde capitaliste en crise.

Lucien Déroit



Extraction de pétrole de schiste au Dakota du Nord.

Grande-Bretagne : Liz Truss, apprentie sorcière du capital

La présentation par la nouvelle Première ministre britannique d'un budget prévoyant des dépenses et des baisses d'impôts massives, sans recettes précises en face, a provoqué une panique boursière qui l'a obligée à une volte-face peu glorieuse.

Après dix jours de deuil royal et de stand-by obligé, Truss était pressée d'annoncer son arsenal de mesures en vue d'« inverser le cercle vicieux de la stagnation ». Le dévoilement de ce « mini-budget » par son ministre des Finances, Kwasi Kwarteng, a eu un maxi-effet, mais pas celui espéré : pendant quelques jours, toute l'économie britannique a semblé au bord du précipice.

Cadeaux sur cadeaux aux patrons

Kwarteng, lui-même ancien de la banque JP Morgan, n'imaginait pas inquiéter les marchés, autrement dit les propriétaires de capitaux, en déroulant, le 23 septembre, sa liste de cadeaux aux patrons : création de 38 zones d'investissements défiscalisées, baisse de la taxe sur les transactions immobilières, maintien de l'impôt sur les sociétés à 19 %, annulation du plafonnement des bonus des banquiers... Une mesure présentée comme bénéficiant à tous était le gel des cotisations sociales au lieu de l'augmentation prévue de 1,25 %. Elle fera certes économiser des dizaines de livres par an aux salariés modestes, mais surtout des milliers de livres à leurs employeurs – tout en privant de 15 milliards les systèmes de santé et de

protection sociale. Mais le nec plus ultra était la suppression de la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu. Cette mesure aurait fait gagner près de 50 000 livres par an à un PDG empochant annuellement un million de livres. Au total, ces mesures devaient constituer la plus importante réduction d'impôts en un demi-siècle.

Kwarteng annonçait aussi un soutien aux factures énergétiques des entreprises et des particuliers, proche du « bouclier tarifaire » appliqué en France. Il s'agissait de plafonner les factures à 2 500 livres (2 800 euros) par an pour un foyer moyen. L'État se chargeant de payer le manque à gagner aux trusts de l'énergie, le prétendu bouclier implique de déverser de l'argent public dans les poches des racketteurs British Gas, Shell, EDF, etc., pour un coût estimé à 120 milliards de livres sur un an. Truss espérait ainsi calmer un peu la grogne sociale, complaire aux petits et moyens bourgeois qui forment la base de son parti, et satisfaire les appétits des plus riches. L'objectif affiché était de réduire l'inflation et de relancer la croissance. Confiant, Kwarteng a bu, le soir même, le champagne avec des patrons de fonds spéculatifs.



Prendre sur les profits, pas sur les emplois et les services publics.

Tempête financière et rétro-pédalage

Mais en repoussant à fin novembre les précisions sur le financement de son budget, le ministre a suscité l'inquiétude des capitalistes concernant la solvabilité de l'État britannique et la solidité de l'économie du pays. La Réserve fédérale des États-Unis, le FMI, les agences de notation Moody's et Standard & Poor's ont tapé sur les doigts de Truss à la manière dont ils tancent d'habitude les gouvernants des pays pauvres.

Dès le 26 septembre, la livre a chuté à son plus bas niveau historique, à 1,035 dollar, alors qu'elle valait encore deux dollars en 2008. Un banquier a confié au *Financial Times* qu'il a cru vivre « un moment Lehman Brothers ».

Pour éviter le crash, la Banque d'Angleterre a racheté pour 65 milliards d'obligations d'État. Pour rassurer les grands spéculateurs, elle s'est aussi engagée à faire remonter les taux d'intérêts, de 2,25 % à 4,5 %. Truss a dû rétablir la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu. Elle laisse entendre que le bouclier tarifaire, pour être moins coûteux, sera mieux ciblé, et elle a promis d'avancer à fin octobre la présentation d'un plan plus crédible de rentrées d'argent et d'économies, qui intégrera bien sûr de nouvelles coupes dans les services publics.

La démagogue « thatchérienne » a donc été rappelée à l'ordre par la bourgeoisie. Ses promesses de maximiser les opportunités découlant du Brexit font plouf. La ministre de l'Intérieur, Suella

Braverman, vient de déclarer en souriant que son « rêve » et même son « obsession » étaient de voir « un avion décollant pour le Rwanda », où le gouvernement voudrait déporter les réfugiés arrivant sur les côtes anglaises. Mais il n'est pas sûr que cette démagogie d'extrême droite fasse recette. Pour l'heure, le Parti travailliste semble tirer son épingle du jeu, avec 38 points d'avance dans les sondages. Il profite des déboires de Truss pour se présenter comme un parti responsable.

Mais les convulsions boursières récentes démontrent surtout que le capitalisme en crise est un château de cartes pouvant s'effondrer à chaque instant, quitte à engloutir l'économie britannique, et pas seulement elle.

Thierry Hervé

Hongrie : une direction de combat à l'œuvre

Samedi 1^{er} octobre, le syndicat des travailleurs de l'usine Continental de Mako, 1 700 travailleurs, qui avait conduit un mouvement de grève en février-mars 2022, avait programmé, en liaison avec le journal contestataire *Mercé*, la projection du film, « Les Contis », qui raconte la grève des travailleurs de Continental Clairoux en 2009, face à l'annonce de la fermeture de leur usine.

Les travailleurs avaient invité le réalisateur du film et un des protagonistes du mouvement et cela a provoqué une réaction violente de la direction de l'usine. Le directeur a mené campagne contre cette projection, il a fait arracher

systématiquement les affiches l'annonçant et a mis en garde les travailleurs qui voulaient y assister, disant, non seulement qu'il y avait des risques d'affrontements, mais qu'ils seraient fichés. De plus, il a programmé une séance exceptionnelle

de travail ce samedi normalement non travaillé et, pour ajouter à l'ambiance, il a fait installer une demi-douzaine de voitures de gardiennage à l'entrée de l'usine, mise ainsi en état de défense puisqu'elle était, disait-il, « menacée d'attaque ». Enfin, ce même directeur a envoyé une lettre de 15 pages à tous les directeurs d'usines de Continental en Hongrie pour dénoncer cette projection, « où assisterait un élément criminel venu de France et qui prouvait la dangereuse radicalisation

du syndicat de Mako ». Le directeur affirmait vouloir saisir la police, le gouvernement et le ministère de l'Intérieur !

Il faut dire qu'en février-mars, le syndicat de Mako a conduit une grève pour contrer la volonté de la direction de dénoncer la convention collective qui régissait les droits des travailleurs dans l'usine. Ce mouvement, qui a dû suivre les modalités prévues par la loi, a abouti à une grève totale suivie par l'immense majorité des travailleurs.

En mars, la direction a dû annuler son projet, mais, pour se venger, elle a procédé sur quelques semaines, en mai et juin, au licenciement des cent principaux animateurs du mouvement. Sous une série de prétextes futiles, il s'agissait bel et bien de licenciements pour fait de grève.

Les patrons de tous les pays se ressemblent sans doute, mais cet incident en dit long sur l'atmosphère que certains font régner au pays d'Orban.

P. S.

Raffineries : l'énergie de la grève!

Mercredi 12 octobre, la grève pour des augmentations de salaires dans les raffineries et dépôts de carburant des groupes TotalEnergies et Esso-ExxonMobil, entamée fin septembre, se poursuivait, malgré les menaces du gouvernement. Elle s'est même étendue à un nouveau site, celui de Donges, en Loire-Atlantique.

La grève a été dans un premier temps peu couverte dans les médias, mais les files d'attente à la pompe à essence sont devenues de plus en plus longues, les stations fermées faute d'approvisionnement plus nombreuses. Eh oui, il est difficile de rendre invisible une grève dans ce secteur!

Les membres du gouvernement se sont mis à exprimer leur hostilité contre les grévistes, cherchant à les opposer aux automobilistes pour rendre cette grève

impopulaire.

Mais qui rend la vie impossible aux automobilistes aujourd'hui comme depuis des années? Qui a imposé des augmentations de prix à la pompe et qui a la main sur les stocks de carburants? Ce sont les directions d'Esso-ExxonMobil et de TotalEnergies qui ont fait payer le litre d'essence à deux euros et empêché plus d'un automobiliste de faire le plein, faute de budget suffisant. Grâce à cela, ces deux groupes ont connu



Rassemblement en soutien aux grévistes d'ExxonMobil, à Port-Jérôme.

l'abondance de profits : 17,53 milliards d'euros au deuxième trimestre 2022 pour Esso-ExxonMobil et 18 milliards d'euros au premier semestre 2022 pour TotalEnergies. Pour fêter cela, les actionnaires de ce groupe ont reçu 2,62 milliards de dividende exceptionnel en septembre dernier. En revanche, le PDG Patrick Pouyanné refuse jusqu'à présent, comme son homologue d'ExxonMobil, de céder les augmentations de salaire réclamées par les grévistes. Et ils ont avec eux le patronat

et le gouvernement qui craignent que l'exemple des grévistes des raffineries ne soit contagieux.

Macron a commencé à menacer les grévistes en affirmant que « les blocages ne sont pas une façon de négocier ». Et mardi 11 octobre, la Première ministre Borne a annoncé que le gouvernement allait réquisitionner les grévistes des dépôts ExxonMobil. C'est une déclaration contre tous les travailleurs voulant se défendre face aux capitalistes qui les enfoncent dans la pauvreté.

Par la grève, les travailleurs s'attaquent aux seuls responsables de cette situation chaotique : les actionnaires de ces deux groupes qui s'enrichissent en faisant les poches des automobilistes et en refusant d'augmenter les salaires. Face à l'inflation, tous les travailleurs ont intérêt à voir leur salaire augmenter. Alors, la victoire des grévistes de ce secteur pourrait ouvrir une brèche et encourager les travailleurs d'autres secteurs à se mettre aussi en grève.

Joséphine Sina

Total – Gonfreville-l'Orcher : le mouvement continue

« Téléphone vite à ta banque car tu gagnes 5 000 euros par mois et tu ne t'en étais jamais rendu compte! », telle est la plaisanterie qui circulait parmi les grévistes lors de l'assemblée du lundi 10 octobre après-midi à la raffinerie Total de Gonfreville-l'Orcher, près du Havre.

C'est en effet ce que la direction générale de Total s'est permis d'écrire dans un communiqué dimanche 9 octobre, largement retransmis par les médias. Plusieurs journalistes étant présents, nombre de travailleurs leur ont montré leurs fiches de paye : il y a loin de la réalité aux affirmations mensongères de la direction destinées à manipuler l'opinion publique et à isoler les grévistes en les faisant passer pour des « privilégiés qui bloquent le pays ».

Les travailleurs n'exigent que leur dû : un salaire qui suive la hausse du coût de la vie de cette année ! S'il y a des privilégiés chez Total, il faut les chercher du côté des actionnaires et du PDG Patrick Pouyanné qui a vu l'an passé sa rémunération augmenter de 52% et bondir ainsi à 6 millions d'euros par an ! Dans ce même communiqué, la direction générale se disait prête à avancer à octobre les négociations annuelles obligatoires prévues en novembre mais à

condition que les « blocages cessent ». Là aussi, c'est une manipulation car ni les issues de la raffinerie, ni les pipelines ne sont bloqués : mais quand ceux qui assurent la production ne travaillent plus, oui, plus rien ne sort d'une raffinerie, comme de n'importe quelle entreprise!

Le vote pour continuer la grève a été unanime, car chez Total les travailleurs se souviennent qu'à plusieurs reprises la direction n'a pas tenu ses engagements, aussi aujourd'hui pas question de céder au chantage, et les manœuvres de la direction n'ont fait que renforcer la détermination des grévistes!

Correspondant LO

ExxonMobil – Port-Jérôme : bras de fer pour les salaires

Après un weekend complet de dénigrement des grévistes des raffineries largement diffusé par les médias, lundi 10 octobre la direction Exxon est passée à l'offensive.

Le matin elle annonce qu'elle ne change pas de position pour les augmentations générales (soit 5% avec un plancher minimum de 125 euros) ni pour la prime « Macron » (soit 3000 euros) mais qu'elle anticipe à 2022 le versement d'une prime exceptionnelle de transport de 750 euros. Dans la foulée à la mi-journée, une cinquantaine de cadres venaient manifester contre la grève devant le piquet de la porte A... sans impressionner personne car

l'assemblée de 14 heures a largement reconduit le mouvement. Mais à 18 heures, la CFDT se joignait à la CGC pour signer l'accord et le rendait donc applicable bien que ces syndicats n'aient jamais participé à la lutte!

Malgré cela, mardi 11 octobre, le poste du matin reconduisait la grève, le midi un rassemblement de soutien réunissait près de 300 militants venus de la raffinerie Total voisine, elle aussi en lutte, mais aussi de Renault Cléon, Aircelle-Safran, Ponticelli et même de trois usines Hutchinson (filiale de Total). Maintes interventions ont porté sur l'intérêt commun à toute la classe ouvrière de se battre pour que les salaires soient indexés sur la hausse des prix.

À 14 heures, les postés d'après-midi ont reconduit le mouvement, mais compte tenu de la situation de plus en plus tendue au 22^e jour de grève, ils ont parlé de s'orienter notamment vers le paiement des heures de grève et une prime de reprise... Quelle que soit la suite, tous partagent la fierté de faire la première vraie grève dans cette raffinerie.

Correspondant LO

Cenexi – Hérouville-Saint-Clair : grève pour les salaires

Cenexi est une entreprise pharmaceutique spécialisée dans le développement et la fabrication de produits médicaux dans des conditionnements stériles, comme les produits à injecter et aussi des pommades. Tous ces produits sont remboursés par l'Assurance maladie.

Le site d'Hérouville-Saint-Clair, près de Caen, compte 260 employés dont 100 en production et logistique. L'origine de la grève a été les salaires. En production et en équipe, ils sont d'à peine 1400 euros mensuels.

Depuis vendredi 7 octobre, une soixantaine

de salariés, majoritairement en production, sont en grève et la production est bloquée. Ils veulent obtenir au moins 6% d'augmentation sur la paie, une prime de 1000 euros, l'indexation du salaire sur l'inflation en 2023 et le paiement des jours de grève. La

direction reste sourde à ces revendications.

Au troisième jour de lutte, la détermination des grévistes est toujours entière et ils continuent à se retrouver sur le piquet de grève à l'entrée de l'usine. Cenexi peut payer, le patron doit céder!

Correspondant LO



Saint-Brieuc : éboueurs en grève

La journée nationale d'action du 29 septembre avait été très bien suivie parmi les éboueurs de l'agglomération briochine. Il y avait du mécontentement dans l'air sur les salaires et les conditions de travail.

La direction avait alors décidé d'octroyer une prime de 600 euros pour les agents de catégorie C, ceux qui ont les plus bas salaires et sont les plus nombreux, pour faire baisser la température. La mesure a été jugée insuffisante et discriminatoire. L'idée de se mettre en grève totale dès le lundi 3 octobre a alors été décidée. C'est ce qui s'est fait. Une première équipe a décidé de bloquer le centre de tri des déchets dès 5 h 30 et de revendiquer 300 euros d'augmentation de salaire pour tous : titulaires, vacataires et contrats de droit privé présents au Service

des eaux. Massivement suivie, la grève s'est organisée autour de deux équipes se relayant 24 heures sur 24 pour empêcher toute benne à ordures de sortir.

Au bout de ces deux jours de blocage total, avec le renforcement de la grève par l'entrée des travailleurs du Service des eaux dans le mouvement et le soutien avec débrayage d'autres services de l'Agglo, la direction a fait aux délégués des propositions salariales : 100 euros net d'augmentation générale des salaires pour les catégories C, 75 euros pour les B et 50 euros pour les A, le versement de la prime de

fin d'année de 600 euros à tous les salariés, ainsi que le doublement de la participation employeur pour les mutuelles. En plus de cela, la mise en place d'une prime de panier-repas pour les agents en déplacement et le versement d'une prime de 300 euros pour les travailleurs en contrat privé et, dans un deuxième temps, la titularisation sur un certain nombre de postes.

La dernière assemblée des grévistes, tenue le 5 octobre, au troisième jour de grève, a pris acte de ces mesures. Pour faire bonne figure, la direction de l'Agglo dit avoir avancé des mesures qu'elle voulait mettre en œuvre de toute façon ! En tout cas, la grève a permis d'accélérer les choses et donnera peut-être des idées à d'autres travailleurs.

Correspondant LO

PSA-Stellantis – Rennes : un nouveau débrayage

Quinze jours après les importants débrayages pour les salaires des 27 et 28 septembre, ce sont encore 400 travailleurs de l'usine PSA de Rennes-La-Janais qui ont débrayé sur les deux équipes mardi 11 octobre.

Ces nouveaux débrayages étaient appelés par les syndicats CGT et CFTD. Dès la veille, plusieurs ouvriers avaient dit leur satisfaction que les débrayages des 27 et 28 septembre aient enfin une suite. Ce sont près de 200 ouvriers de l'équipe du matin qui ont arrêté le travail pendant deux heures, passant le relais à plus de 200 de l'équipe d'après-midi. La production a été quasiment paralysée pendant quatre heures au total.

Les grévistes étaient contents de se retrouver et les discussions allaient bon train. Et comme l'a dit un représentant de la CGT

pendant les prises de parole : « Quand on débraye, ce sont les grévistes qui décident, ce ne sont plus les patrons. » Même s'il n'y a encore qu'une minorité pour penser qu'il faut se mettre en grève totale comme dans les raffineries pour faire vraiment reculer les patrons de Stellantis, la prise de conscience de la force des travailleurs en lutte fait doucement son chemin.

Les débrayages importants sur les salaires, jamais vus jusque-là dans cette usine, sont de bon augure pour la suite.

Correspondant LO



LU – Cestas : les profits avant l'hygiène

Fin juin 2022, une cargaison de chocolat contaminée par la bactérie salmonelle est arrivée à l'usine LU de Cestas, en Gironde, où près de 500 travailleurs fabriquent des gâteaux Petit Écolier, Mikado, Granola, ou encore Pépito pour le groupe Mondelez.

Après que le fournisseur eut signalé le problème, la production a été arrêtée, mais l'usine était infectée. Toutes les lignes de fabrication chocolat ont donc été démontées pour être nettoyées. Fin septembre, au bout de trois mois, la plupart des lignes sont reparées. La désinfection totale de l'usine est attendue pour la mi-novembre.

Avant la contamination, il fallait produire, produire,

produire : tant pis si les ouvriers signalaient des dysfonctionnements, tant pis si la crasse s'accumulait par endroits, tant pis pour les vêtements de travail qu'il fallait nettoyer chez soi si on en voulait des propres. Dans le même temps, soi-disant au nom de l'hygiène et de la sécurité, des chefs faisaient la chasse à ceux qui n'avaient pas la casquette, la charlotte ou le cache-barbe réglementaires.

Démonter des lignes de production, nettoyer chaque pièce, en remplacer certaines, remonter après avoir vérifié que tout est nickel, tout cela est complexe et ça a pris du temps. Et il faut ajouter à cela la pagaille venue de la direction : tantôt c'était « il faut prendre le temps nécessaire pour la décontamination », tantôt « il va falloir se presser pour que ça recommence à tourner au plus vite ». Il fallait alors courir après les boulons, les outils ou même les chiffons propres. Et il a fallu attendre deux mois pour pouvoir utiliser des machines à nettoyage

cryogénique, très efficaces, qui dormaient dans un coin de l'usine.

Le problème, avec la salmonelle, c'est qu'on ne la voit pas. Seuls les spécialistes peuvent en mesurer la présence. Sans vérification au fur et à mesure de l'efficacité du nettoyage, c'est dans la dernière demi-heure qu'on apprendait qu'il y en avait encore et qu'il faudrait tout recommencer le lendemain.

Les travailleurs qui ont remis l'usine de Cestas en ordre de marche ne recevront pour cela aucune rémunération supplémentaire : comble du mépris,

la direction leur a offert... un petit déjeuner ! Au contraire, comme tous les salariés de ce groupe riche à milliards, ils ont vu leur prime baisser en 2022 et n'ont eu que 2 % d'augmentation en 2021, après avoir fait grève, et rien en 2020. Dès l'arrêt de la production, la mission des intérimaires en contrat court n'a pas été renouvelée. Quant au reste du personnel, il a été mis en chômage partiel : la perte de salaire était compensée par l'entreprise, mais Mondelez a certainement su faire jouer les assurances.

Correspondant LO

Dassault Falcon – Le Bourget: en grève pour 300 euros

Après plus de quatre semaines de débrayages, les salariés de Dassault Falcon Service, situé sur l'aéroport du Bourget, en Seine-Saint-Denis, ont décidé jeudi 6 octobre de se mettre en grève. Ils revendiquent 300 euros d'augmentation pour tous, ainsi qu'une prime de vie chère.

Lundi 10 octobre, 23 jets privés étaient toujours bloqués dans l'atelier de maintenance de l'entreprise. L'aéroport du Bourget est essentiellement dédié à l'aviation d'affaires, aux jets privés de toute taille et aux hélicoptères. Situé à seulement 12 kilomètres de Paris, il permet aux utilisateurs, hommes d'affaires ou VIP, d'éviter les encombrements fréquents pour rejoindre Orly ou Roissy. De plus, tout a été prévu pour leur offrir facilités et confort : accès direct et rapide de l'entrée

vers l'accueil puis vers le tarmac, sans les tracasseries que connaissent les voyageurs et vacanciers ordinaires, ne serait-ce que lors des contrôles de sécurité. Des parkings et espaces privés ; des salles de repos ; une conciergerie, etc., sont aussi à leur disposition.

Plusieurs entreprises ont installé là leurs ateliers de maintenance, dont bien évidemment Dassault, qui emploie 540 personnes dans sa filiale du Bourget, à l'entretien et à la réparation des jets Falcon. Après



que, durant le week-end, la direction de Dassault a rejeté toute augmentation salariale, plus de 80 % des salariés étaient toujours en grève lundi 10 octobre. Les travailleurs de l'usine Dassault Aviation de Mérignac ont eux aussi débrayé.

La famille Dassault est l'une des plus riches de France. Les carnets de

commandes sont pleins, avec 82 Falcon, contre 55 à la même époque l'an passé, et les ventes de Rafale se multiplient dans différents pays, le climat de guerre larvée ou ouverte étant bénéfique pour les affaires des marchands d'engins guerriers. Le chiffre d'affaires du groupe atteint 3,1 milliards d'euros pour

le premier trimestre 2022, en hausse de 17,6 % par rapport à 2021. Il n'y a aucune raison pour que les actionnaires, qui ne font rien de leurs dix doigts, soient les seuls à s'enrichir sur ce magot. Plus que jamais, les travailleurs de Dassault ont toutes les raisons de mener la lutte pour leurs salaires.

Correspondant LO

Flex-N-Gate – Marines: en lutte pour la paye

Du 5 au 7 octobre, durant trois jours, 180 salariés de l'équipementier Flex-N-Gate, à Marines dans le Val-d'Oise, ont fait grève pour exiger une prime de 1 000 euros et le paiement des journées de chômage partiel à 92 %, au lieu de 84 %.

À près de 600 (380 en CDI et 200 en intérim), ils fabriquent les boucliers pare-chocs des voitures Zoe et Micra pour l'usine de Renault Flins et ceux de la DS 3 pour l'usine PSA Stellantis de Poissy. Au total, le groupe Flex-N-Gate emploie 25 000 travailleurs dans le monde au sein de 68 usines. Avec huit milliards de chiffre d'affaires par an, des clubs

de football et des yachts de luxe, le patron, multimilliardaire, est à la tête de la 61^e fortune mondiale.

Durant ces trois jours, les grévistes de l'équipe du matin se retrouvaient dès 5 h 30 à une cinquantaine devant l'entrée de l'usine pour entraîner les autres travailleurs. Ils étaient ensuite rejoints dans la grève par l'équipe d'après-midi.

La direction de l'usine ne s'attendait pas à un tel mouvement et n'a rien vu venir. La grève a été une surprise pour tout le monde. Comme le disait un gréviste : « *Cela devait éclater car on en a ras le bol. On a eu 39 euros net d'augmentation de salaire au mois de mars, c'est 1,30 euro par jour, pratiquement le prix d'une baguette de pain !* » Un autre disait sa rage face au directeur qui passait dans les ateliers, montrant à tout le monde sa montre Rolex en provoquant : « *Celle-ci c'est la plus petite, j'en ai une plus grande à la maison.* »

Dès les premières heures de la grève, la production de Renault Flins a été touchée, du fait de la gestion des stocks en flux tendu. La direction de l'usine Flex-N-Gate a essayé de décourager les grévistes en leur disant que la grève ne servait à rien car, même si Renault Flins perdait des voitures, c'était à cause du manque de composants électroniques et non à cause d'eux. Une ouvrière lui a répondu : « *Aujourd'hui, les composants électroniques c'est nous, et sans nous, pas de voitures !* »

Même si, lundi 10 octobre, le travail a repris sans que la direction ait cédé, les travailleurs de Flex-N-Gate ont conscience d'avoir mille raisons de ne pas se laisser faire, conscience également qu'il faudra se préparer et s'organiser pour gagner face au patron. Ils sont d'ailleurs loin d'être seuls : leurs camarades de l'usine d'Audincourt, près de Montbéliard, qui ont eux aussi été en grève sur les mêmes objectifs, ont refusé de venir les remplacer pendant leur mouvement.

Correspondant LO

Sabena – Cornebarrieu: les peintres veulent de vrais salaires

Spécialisée dans la peinture des avions, Sabena Technics compte 150 salariés, dont une majorité de peintres, dans son usine de Cornebarrieu, en banlieue toulousaine.

Les salaires sont tellement bas que, même si Sabena embauche directement en CDI, bien des peintres démissionnent après quelque temps de formation. Ainsi,

aujourd'hui, 70 % de l'effectif sont en formation, dont seulement 30 % ont de l'expérience. Cela signifie des conditions de travail extrêmement dégradées pour

tous. Sans compter qu'après la crise du Covid beaucoup plus d'avions changent de propriétaire : il faut donc poncer la peinture existante et ensuite peindre aux couleurs demandées par le nouveau propriétaire, le ponçage étant une opération supplémentaire très pénible. De plus, le patron ayant modifié les horaires, les travailleurs ont perdu des primes et, vu le nombre de jours travaillés par semaine et l'augmentation du prix du gazole et de l'essence, pour certains, travailler un jour de plus plombe encore le porte-monnaie.

Le 6 octobre, à l'appel de leurs syndicats, tous les peintres ont commencé la

grève. Ils ont distribué des tracts aux nombreux travailleurs, dont ceux d'Airbus, qui passent devant l'entreprise ; et les gestes de solidarité étaient nombreux. Des délégations de militants syndicaux sont venues les soutenir. Samedi 8 octobre, ils ont organisé une marche escargot. Tous les jours, les discussions sont allées bon train : « *Davantage de primes ? Mais les primes ça va ça vient* », « *Oui, c'est les salaires qu'il faut augmenter* », « *On n'est pas assez nombreux* ».

Le travail a repris après quatre jours de grève, mardi 11 octobre. Le patron a lâché une prime exceptionnelle de 500 euros, alors que

les grévistes demandaient 1 500 euros, une prime décapage avion de 250 euros et, pour les indemnités kilométriques, un forfait de 85 euros – alors que, pour le site de Dinard, il est fonction de l'éloignement du lieu de travail. Les travailleurs de Sabena n'ont pas obtenu ce qu'ils demandaient mais, malgré des salaires différents, des horaires différents, ils ont prouvé, en se mettant en grève à 100 %, que collectivement on peut se défendre. La question des salaires restant toujours d'actualité, ce mouvement est un atout pour demain.

Correspondant LO



Renault Trucks : débrayages pour les salaires

Mercredi 5 octobre, des débrayages sur les salaires ont eu lieu sur les sites de Renault Trucks de Bourg-en-Bresse et de Lyon. À Bourg, quelque 200 ouvriers ont débrayé. À Lyon, 300 travailleurs, venus des ateliers de Vénissieux et Saint-Priest, se sont retrouvés autour d'un barbecue revendicatif devant la porte principale du site, bien visible des automobilistes qui passent sur cette grande avenue.

Il était prévu d'aller interpellé la direction, qui tenait des réunions ce jour-là. Mais celle que le DRH devait tenir a été annulée, tandis qu'une autre a fini, bizarrement, plus tôt que prévu : le haut cadre qui devait l'animer avait préféré une visio au présentiel !

Ces débrayages sont la suite d'une action lancée le

20 septembre, à l'initiative de la CGT ouvriers de Lyon : une centaine de grévistes étaient allés remettre une pétition à la direction générale, réclamant en particulier une augmentation des salaires de 400 à 500 euros et l'indexation des salaires sur les prix.

Comme partout, depuis le retour des vacances,

l'augmentation des prix et les salaires qui ne suivent pas sont dans toutes les discussions. Nombre de travailleurs ressentent la nécessité de se mobiliser, même si pour l'instant ils ne se sentent pas assez forts pour partir dans un vrai mouvement de grève. Pour autant, ils veulent faire entendre leur mécontentement ! Les réunions que les militants organisent au moment des pauses, ou lors des débrayages, permettent de discuter de ne pas se contenter de quelques primes données au bon vouloir du patron, mais de lutter pour de vraies augmentations de salaire. Et du



fait que pour les obtenir, il faudra un vrai mouvement de grève. Les intérimaires, majoritaires sur les lignes à l'usine Moteurs et à l'usine Ponts, participent à ces réunions. Lors du débrayage du 5 octobre, certains ont même fait grève.

D'autres actions étaient

prévues, le 11 octobre sur les sites de Blainville, en Seine-Maritime, et de Limoges, et le 13 octobre à Lyon et Bourg-en-Bresse, à l'occasion d'un CSE central. La lutte pour les augmentations de salaire ne fait que commencer.

Correspondant LO

Arkema – Pierre-Bénite : la direction menace

Après plus de trois semaines de grève pour une augmentation des salaires de 200 euros, la situation restait bloquée, lundi 10 octobre, sur le site Arkema de Pierre-Bénite, en banlieue lyonnaise.

La direction s'arc-boute sur ses positions et refuse de répondre aux revendications des grévistes. Elle a même franchi une étape supplémentaire pendant le week-end, en assignant au tribunal treize d'entre eux pour fait de grève, les accusant d'empêcher la production. Elle fait planer la

menace de sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement et au paiement de dommages et intérêts.

Elle a également fait savoir que les travailleurs en chômage technique n'auront pas de salaire et ne pourront pas poser de jours de congés ou de récupération, à la place des

jours non travaillés.

L'inquiétude mais surtout la colère se sont exprimées lors de l'assemblée générale des grévistes, considérant ces menaces comme une atteinte au droit de grève. Du coup, les revendications salariales sont passées au second plan, les grévistes se sentant isolés car minoritaires sur le site, et aucune des douze autres usines du groupe n'ayant rejoint le mouvement.

Les travailleurs exigent que la direction renonce aux sanctions et poursuites juridiques, qu'elle paie les jours de chômage technique et les jours de grève, et qu'elle embauche tous les CDD du site.

À l'heure actuelle, la direction veut bien discuter de l'embauche de quelques CDD, au cas par cas, selon les services. Elle se dit prête aussi à faire un geste pour les rémunérations de jeunes embauchés en chômage

technique. Par contre, elle refuse catégoriquement de revenir sur les sanctions et mesures juridiques à l'encontre des grévistes.

C'est évidemment inacceptable. Les travailleurs des ateliers en grève ont prévu de s'adresser à l'ensemble des travailleurs du site, pour obtenir leur soutien face à une direction intransigeante. Et ils ont décidé la poursuite de la grève.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal octobre 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Travailleurs sans papiers : leur lutte est celle de tous

La lutte des travailleurs sans papiers de DPD Coudray-Montceaux, RSI Gennevilliers, Chronopost Alfortville se poursuit depuis un an.

Grande nouveauté, une délégation composée du représentant du collectif de Vitry et de deux délégués de RSI a été reçue le 29 septembre, à la demande d'élus PCF, par le ministre de l'Intérieur Darmanin et le préfet des Hauts-de-Seine. La situation des travailleurs de RSI (entreprise d'intérim du BTP) a fait l'objet de l'essentiel de cette rencontre, au terme de laquelle le ministre a promis de faire examiner leurs dossiers, tout en faisant dire aux autres piquets (DPD et Chronopost) que c'était un « laboratoire » et qu'il leur demandait d'être patients... Depuis, la préfecture accepte enfin de recevoir les dossiers, mais cela fait près d'un an qu'ils réclament leur régularisation!

Cette entrevue avec le ministre a tout de même réjoui certains grévistes mais ils restent prudents. Le 30 août, ils avaient été reçus par le ministre du Travail Dussopt sans que cela ait changé quoi que ce soit. Quelques

entrevues avaient également eu lieu dans les préfectures sans résultat.

Pour eux qui se sont échinés à travailler dans le bâtiment ou pour La Poste, ce serait pourtant la moindre des choses d'être régularisés, c'est-à-dire considérés comme des travailleurs comme les autres. Ils sont autour de 300 dans cette lutte et sont conscients qu'aujourd'hui seule leur persévérance leur permet de sortir de l'invisibilité. Ils ont participé à plus de 60 manifestations devant les préfectures, les ministères et les entreprises concernées. Pour franchir tous les obstacles et que les vagues promesses pour quelques cas se concrétisent en une régularisation pour tous sur les trois piquets, ils savent aussi que leur mouvement doit se poursuivre.

Ceci se déroule dans un contexte politique où le gouvernement, en concurrence avec l'extrême droite, fait diversion en ciblant les migrants pour pouvoir



mieux porter des coups à l'ensemble des travailleurs. C'est le but du nouveau projet de loi sur l'immigration défendu par Gérard Darmanin, qui fait l'amalgame dans ses déclarations entre délinquance et immigration, tout en se disant favorable à la régularisation des « bons » travailleurs.

D'ailleurs, il y a quelques mois, les sans-papiers ont été plusieurs fois contrôlés et fouillés sur le piquet de RSI sous prétexte qu'« un téléphone portable avait disparu » ou pour vérifier s'ils n'avaient pas du cannabis sur eux. Autour du piquet d'Alfortville, ces dernières semaines, plusieurs

grévistes ont été arrêtés lors de contrôles de police et ont reçu des ordres de quitter le territoire français (OQTF).

Le gouvernement tient le même double langage quand il dénonce les patrons « qui exploitent la misère humaine », tout en permettant que La Poste, dont l'État est le principal actionnaire, utilise massivement des travailleurs sans papiers dans ses filiales via toute une

cascade de sous-traitants.

Rien n'est encore gagné! Mais c'est bien leur action et leur détermination qui ont enfoncé un coin dans ce règlement absurde qui fait que des travailleurs qui n'ont pas seulement traversé la rue, mais franchi la Méditerranée et trouvé du travail, restent des parias car non régularisés et n'ayant aucun droit.

Correspondant LO

Safran - Corbeil : non aux horaires et semaines à rallonge!

La direction de cette entreprise qui travaille à la fabrication des moteurs d'avions à Corbeil, dans l'Essonne, veut imposer un nouveau système d'horaires pour le personnel en équipe, assorti de mesures de flexibilisation.

À la place des 3x8 actuels sur cinq jours, ce serait des horaires en 2x9 incluant le travail de deux samedis sur trois.

Ce serait donc des horaires complètement chamboulés et des changements permanents, au mépris de la vie personnelle et de la santé, bien que la direction prétende s'en préoccuper en supprimant les nuits, et en imposant des postes de 9 heures et demie, plus les trajets en voiture souvent très longs. Mais cela permettrait à la direction d'optimiser le fonctionnement de certains équipements.

Cela se ferait avec un salaire en baisse puisqu'une nouvelle prime ne compenserait même pas celles perdues. Le refrain pour justifier cette aggravation des conditions de travail n'a rien d'original: il faut augmenter la compétitivité, c'est vital pour le site de Corbeil. Des

sacrifices des travailleurs dépendraient des investissements et des embauches par la création d'une nouvelle activité!

Pourtant, selon les propres chiffres de la direction, au dernier semestre le groupe Safran a fait 25% de chiffre d'affaires en plus et a doublé ses bénéficiaires. Depuis qu'elle a commencé à communiquer sur son projet il y a quelques semaines, le rejet est unanime. Autour de 400 ouvriers étaient présents aux heures d'information organisées par la CGT et plusieurs centaines à chaque débrayage depuis le premier, jeudi 6 octobre.

Un certain nombre de travailleurs sont favorables à la grève et le travail est très perturbé. Certains sont restés chez eux, d'autres font grève, d'autres se contentent de débrayer pour participer aux rassemblements et manifestations sur

le site. Une délégation composée de cinq travailleurs accompagnés d'un délégué par syndicat a été reçue par la direction pendant plus de deux heures. Mais rien n'a changé, et l'indignation monte au fur et à mesure de la compréhension de tous les aspects nocifs du plan du patron, discuté depuis des semaines avec les syndicats.

La direction persiste; aussi, l'idée qu'il va falloir bloquer la production fait son chemin... et le mécontentement pourrait fort bien se transformer en vraie colère.

Correspondant LO

17 octobre 1961 - 17 octobre 2022

Le 17 octobre 1961, les Algériens, qui manifestaient dans Paris pour l'indépendance de l'Algérie et contre le couvre-feu que leur imposait le gouvernement de l'époque étaient durement réprimés par la police de Maurice Papon, avec comme bilan des centaines de morts.

Lutte ouvrière s'associe au rassemblement organisé pour rappeler ce massacre, dans lequel le gouvernement français n'a jamais reconnu sa responsabilité.

Lundi 17 octobre 2022 à 18h,
sur le Pont Saint-Michel à Paris

Dassault : la guerre aide aux bonnes affaires

Une toute prochaine commande à Dassault Aviation de 42 chasseurs Rafale vient d'être annoncée par le gouvernement français. Celle-ci était dans les tuyaux depuis des mois et Trappier, le PDG de l'entreprise, trépignait d'impatience en l'attendant.

Pourtant, les commandes à l'export, inexistantes depuis une quarantaine d'années, se sont multipliées l'an dernier, de l'Égypte à l'Indonésie, en passant par les Émirats, la Grèce ou la Croatie. Cette soudaine pluie de commandes avait généré une montée des cadences de production dans les usines du groupe.

Acquis aux intérêts de la famille Dassault, nombre de généraux en retraite trouvent en effet des sinécures dans l'entreprise... et font agir leurs relations. L'état-major de l'armée de l'air s'est donc mis en ordre de marche au nom de la défense nationale et a fait pression durant des mois pour

accélérer cette commande.

Les commandes de l'État français ont en effet un double intérêt pour Dassault: d'une part les avions vendus à l'export sont l'objet de marchandages et leur prix de vente s'en trouve un peu écorné, alors que l'État français paie le prix fort et rubis sur l'ongle. D'autre part, les contrats à l'export sont assortis d'assurances couvrant les éventuels dédits des États ne pouvant plus payer leur commande, ce qui complique un peu les affaires et les rentrées d'argent. Avec l'État français, qui assure les bonnes affaires de la famille Dassault depuis des décennies, celle-ci peut dormir tranquille, sûre qu'il paiera ou plutôt que les contribuables paieront!

Alors, une fois de plus, la discussion du budget donnera bien des mégotages concernant les secteurs vitaux pour la population, celui de la santé comme de l'éducation. Mais s'agissant des engins de morts et des intérêts des Dassault, point de discours: les milliards tombent!

Correspondant LO